



## Bangladesh, les droits de l'homme en péril. Entretien avec Nordine Drici

📅 22 avril 2018    👤 Alexandre Vincent    💬 Leave a comment



Dacca, capitale du Bangladesh

Directeur du cabinet d'expertise ND Consultance créé en 2012, et ancien juge assesseur nommé par le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations unies (HCR) à la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), **Nordine Drici** est spécialiste des



questions de droits de l'Homme (torture, peine de mort, droit des femmes, droit des enfants), et des thématiques de l'asile et des migrations, de l'État de droit, des processus électoraux et des questions humanitaires.

Il a plus de 17 années d'expérience de terrain, soit au sein du dispositif diplomatique français (Chargé de mission Droits de l'Homme au Ministère des affaires étrangères de 2009 à

2012, et adjoint du Conseiller de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Jordanie (1999-2000) ou de l'Union européenne (missions d'observations électorales au Soudan, en Tunisie et au Pakistan), soit au sein de structures non gouvernementales (ACAT, CICR, FEMED, ECPAT, ECPM, Aide et Action).

Nordine Drici est l'auteur de l'ouvrage *Bangladesh. Face à l'autoritarisme, les droits de l'homme en péril*, publié en mai 2017, seul ouvrage de synthèse en langue française à ce jour sur les questions d'État de droit et de droits de l'Homme dans ce pays. L'ouvrage est disponible à l'achat sur le lien suivant : <http://www.nd-consultance.com/indexboutique.html>



---

**Elisa Milhe : Dans plusieurs interviews précédentes, vous expliquez vous être intéressé au Bangladesh après avoir observé une hausse des demandeurs d'asile en provenance de ce pays, pouvez-vous nous en dire plus ?**

*Nordine Drici : Effectivement mon intérêt sur le Bangladesh, à la fois sur le plan politique et sur le plan du respect des droits fondamentaux, vient de la question de l'asile et des migrations. La tradition de migration de la population bangladaise est sans conteste ancienne, et c'est une source importante de revenus, notamment via les transferts de fonds de la diaspora bangladaise qui travaille*

*dans les pays du Golfe ou au Moyen-Orient. Mais c'est plutôt sur les questions de l'asile et des droits fondamentaux que se concentrent mes recherches, et les derniers chiffres en la matière sont intéressants : l'année dernière, les statistiques européennes nous informent du fait que plus de 6000 migrants bangladais sont passés par l'Italie en 2017, soit la quatrième nationalité en nombre après les Nigériens, les Ivoiriens et les Guinéens. Cela reste donc un flux migratoire important qui ne saurait se circonscrire à la question de la migration de travail. En effet, de nombreux bangladais viennent en France demander l'asile sur la base de raisons politiques, fondées sur des allégations de persécutions d'acteurs étatiques ou non-étatiques.*

**Dans votre ouvrage, vous parlez de « règne sans partage », pouvez-vous nous préciser la situation politique ?**

*Le contexte politique interne est actuellement très tendu. Ce contexte, difficile en général, est rendu encore plus compliqué à cerner du fait de la période pré-électorale que connaît actuellement le pays. Dans cette période de forte animosité entre les deux partis, le slogan « Vote for the boat » est omniprésent, le bateau étant l'emblème de la ligue Awami, parti au pouvoir depuis début 2009, se voulant le parangon de la prospérité, du développement, de la lutte contre le terrorisme et contre la corruption. La Ligue Awami prépare en fait depuis les dernières élections de 2014 celles qui auront lieu en décembre 2018 en éliminant graduellement et méthodiquement toute velléité d'opposition. Soit en utilisant le système judiciaire à des fins politiques afin de mettre sur la touche, par le truchement d'affaires controuvées, ses opposants, en leur infligeant amendes, peines de prison, contrôle judiciaire ou peine d'inéligibilité. Le parti au pouvoir fait étrangement coïncider le temps politique avec le temps judiciaire : pour preuve, la cheffe du Parti National Bangladais, principal parti d'opposition, a été récemment condamnée à 5 ans de prison pour détournement de fonds et risque d'être également déclarée inéligible aux prochaines élections. Soit par l'adoption de lois très souvent liberticides, notamment pour ce qui concerne la liberté d'opinion et d'expression des journalistes et des bloggeurs. A titre d'exemple, une loi récente relative à la sécurité numérique stipule que toute expression qui va contre*

*l'orthodoxie du pouvoir ou la vision de l'Histoire du pays risque une peine de 14 ans de prison et une amende.*

*L'adoption de ces lois révèle au grand jour un nouvel enjeu, celui de la vision de l'État, du politique, de la société. Créé en 1971 suite à sa séparation du Pakistan et à une guerre fratricide, le Bangladesh a voulu se construire sur la base d'une vision laïque du politique et de la société, en opposition au Pakistan voisin, musulman. Et ce projet est aujourd'hui remis en cause par plusieurs forces et groupuscules internes, du type Hefazat-e-Islam (littéralement, préservation de l'Islam) qui tentent de renforcer la place du religieux dans l'espace public. La Première Ministre a parfois cédé face à ces groupuscules, qui constituent autant de réseaux d'influence et surtout des réservoirs de voix pour les élections à venir. Cette vision originelle de la laïcité qui constitue un marqueur important est aujourd'hui égratignée, et instrumentalisée par le pouvoir en place, qui y renonce de façon opportuniste, selon les enjeux à défendre. Il en est de même pour la vision de l'histoire contemporaine du Bangladesh, qui aujourd'hui souffre difficilement de critiques sur le rôle du père fondateur de l'Etat bangladais, Cheikh Mujibur Rahman, père de l'actuelle Première ministre. Face à des enjeux mémoriels et à une vision politique « unique » de l'Histoire et des références historiques et littéraires qui sont utilisées, y compris dans les mémoires scolaires, le régime bangladais semble osciller aujourd'hui entre un autoritarisme affirmé et un totalitarisme naissant, sur la base des définitions de ces deux types de régime politique données par Hannah Arendt et Raymond Aron dans Démocratie et totalitarisme.*

**Vous commencez à l'évoquer, pouvez-vous préciser ce qu'implique un tel système politique sur les libertés des Bangladais au quotidien ?**

*Des restrictions importantes. L'exemple le plus frappant, c'est celui de la liberté d'expression et d'opinion. J'ai pu discuter à Dacca avec des groupes de musiciens et chanteurs qui, comme les journalistes, s'autocensurent sur certains thèmes, certaines questions sensibles pour lesquelles il y a des intérêts économiques, notamment locaux, qui sont synonymes de corruption. Sur le plan des médias, la presse écrite est abondante, avec plus de 1000 quotidiens et de 1 000*

*hebdomadaires qui paraissent, sans être forcément lus du fait d'un fort taux d'analphabétisme, en particulier en dehors des grandes villes. Cette profusion de presse écrite ne signifie aucunement qu'il y a une liberté de la presse, même si c'est un peu le moto du gouvernement bangladais devant les instances onusiennes pour justifier la liberté d'expression dans le pays qui est toute relative.*

*Le Bangladesh est également le théâtre d'un certain nombre de violations des droits de l'Homme, atteintes à la dignité humaine, tortures et surtout disparitions forcées (environ 80 par an). Sur ces dernières, ce qui est inquiétant est qu'aujourd'hui les motifs sont plus incertains, et le phénomène peut concerner tout le monde : ainsi, un professeur de l'Université North-South de Dacca, M. Mubashir Hassan, qui travaillait avec le gouvernement sur la question de la sécurité digitale – un des centres d'intérêt académique se concentrait sur la question de l'Islam politique- a été enlevé en novembre 2017 à Dacca. Il est réapparu après 40 jours sain et sauf. Ce phénomène des disparitions forcées est révélateur d'un certain climat de terreur, palpable par une certaine « chape de plomb » lorsque l'on veut discuter de certains sujets politiques sensibles.*

### **Dans ce contexte autoritaire voire totalitaire, quelle est la place de l'armée ?**

*L'armée a joué un rôle historiquement, mais aujourd'hui la situation diffère du tout au tout avec le Pakistan voisin où l'armée tient véritablement les rênes du pouvoir. L'armée bangladaise remplit tout d'abord ses missions « classiques » : le contrôle des frontières, le maintien de l'ordre en lien avec la police. Elle a su tirer parti des avantages octroyés par le pouvoir bangladais en exerçant un rôle économique via les investissements dans des infrastructures publiques telles que des universités ou hôpitaux qui sont autant de dividendes développés grâce au pouvoir en place. L'armée bangladaise n'aurait donc aucun intérêt à un changement de majorité. Même si 139 soldats ayant participé en 2009 à une mutinerie (l'épisode des Bangladeshi Rifles) ont été condamnés à mort en novembre 2017, l'armée a aujourd'hui davantage un rôle de tampon, d'observateur et a des intérêts politiques clairs. Elle n'a donc rien à gagner dans un renversement de pouvoir. Et ce d'autant plus que le Bangladesh demeure le second contributeur de troupes civiles et militaires auprès des opérations de*

*maintien de la paix des Nations unies, derrière l'Ethiopie.*

**Qu'en est-il des associations et des Organisations non gouvernementales ?**

**Quelles sont les menaces qui pèsent sur les défenseurs des droits de l'homme ?**

*C'est une question qui à mon sens est à lier à celle du terrorisme, et de son financement. Chaque ONG doit être enregistrée, et les démarches administratives sont compliquées et lourdes, car il faut une autorisation à chaque niveau, pour chaque circonscription administrative. Or le Foreign Donations Act de 2016 stipule que le gouvernement bangladais peut décider de ne pas renouveler l'autorisation de travailler d'une ONG si les rapports narratifs et financiers ne satisfont pas les autorités. Certaines organisations sont donc dans une insécurité juridique permanente ou risquent de perdre l'autorisation qui leur permet de mettre en œuvre légalement leurs projets. Cela pose un problème de financement, qui touche également les ONG internationales.*

**Quittons le plan interne : quels sont les enjeux pour ce pays sur le plan international ?**

*Le Bangladesh fait face à des enjeux globaux majeurs. Et la politique menée par la première ministre présente à cet égard des points positifs, notamment sur la réalisation des objectifs du développement durable, la réduction de la mortalité infantile et la scolarisation des jeunes filles.*

*Le Bangladesh fait office de porte-voix régional sur la question du changement climatique pour l'Asie du Sud. Il est en effet concerné au premier chef par cet enjeu global. Ce pays qui fait un quart de la superficie de la France et compte la même population que la Russie, (avec donc l'une des densités de population les plus importantes au monde) devrait faire face à une hausse de la salinité des sols et perdre d'après les chercheurs 20 % de son territoire d'ici 2050.*

*Autre enjeu, la migration, à la fois économique et politique. Il faut se garder de ne voir les ressortissants bangladais qui arrivent en France que comme des migrants*



*économiques. Certains fuient pour des raisons politiques, parfois en lien avec la question économique, surtout foncière, car du fait de la rareté des sols fertiles, il y a une course à la captation foncière de plus en plus forte et violente. Et c'est un peu plus compliqué lorsque l'on est pas d'ethnie bengalie, ou musulman. Lorsque l'on est dans une ethnie majoritaire, l'on a plus de chance d'avoir un capital social, donc un réseau influent. Or énormément de choses au Bangladesh marchent par le réseau, c'est très prégnant dans la vie quotidienne, dans les grandes villes et a fortiori dans les campagnes.*

*Les questions des migrations représentent également un enjeu majeur de par le problème des réfugiés rohingyas, qui tend les relations politiques avec la Birmanie, et a plusieurs implications très importantes sur la politique nationale, en particulier sur la question de l'octroi de la nationalité bangladaise (droit du sol versus droit du sang). Des projets de loi sur ce sujet sont actuellement en cours de discussion.*

**Vous déplorez que, je cite, le Bangladesh soit « isolé dans le radar des diplomaties européennes », en quoi devraient consister les actions des pays européens au Bangladesh ?**

*Se posent les questions d'État de droit, de défense, mais surtout de lutte contre le terrorisme. A ce sujet le Bangladesh n'est pas assez dans le radar des diplomaties étrangères. Sur le plan sécuritaire et de la lutte contre le terrorisme, le Bangladesh constitue un véritable laboratoire, car s'y affrontent via des proxies Al Qaida dans le sous-continent indien (AQSI), l'État Islamique, et des groupes locaux armés, terroristes, issus de différentes origines (guerre en Afghanistan, groupuscules issus de groupes terroristes pakistanais). Au Bangladesh plus qu'ailleurs, il faut veiller à ce qu'il y ait un équilibre entre respect de l'Etat de droit et lutte contre le terrorisme, pour que cette dernière ne soit pas un prétexte pour réduire au-delà du raisonnable, de ce qui est légal et proportionnel à la menace, les libertés individuelles et collectives.*

*Il est impératif dans ce cadre d'accompagner le Bangladesh, État, société civile et organes de contrôle du pouvoir, dans ces défis majeurs à relever, sur le court,*

*moyen et long terme. Surtout que le Bangladesh peut compter sur la jeunesse de sa population, la force de résilience de ces citoyens qui sont autant d'atouts pour l'avenir. Un avenir qui s'annonce tourmenté à court terme à l'approche des prochaines élections qui constitueront, pour sûr, un baromètre mesurant le degré de démocratie et d'Etat de droit dans le pays.*

**Entretien réalisé par Elisa MILHE**

**M1 Relations Internationales, membre actif de l'association**



📁 Actualités, Articles, L'entretien du mois 🔗 Asie, Bangladesh, Droits de l'homme, Entretien

[← Previous](#)

[La paradoxale réussite de l'industrie de défense allemande](#)

## **Laisser un commentaire**

Votre adresse de messagerie ne sera pas publiée. Les champs obligatoires sont indiqués avec \*

Commentaire

Nom \*



Adresse de messagerie \*

Site web

LAISSER UN COMMENTAIRE

## Articles récents

- [Bangladesh, les droits de l'homme en péril. Entretien avec Nordine Drici](#)
- [La paradoxale réussite de l'industrie de défense allemande](#)
- [La sécurité humaine dans les relations internationales : vers un ordre juridique humanitaire ?](#)
- [L'Affaire Skripal : vers une guerre froide diplomatique?](#)
- [L'hydre insaisissable du terrorisme](#)

## Page facebook

 **Jeunes Internati...**  
932 mentions J'aime

 J'aime cette Page

Soyez le premier de vos amis à aimer ça.



**Jeunes Internationalistes**   
dimanche

L'entretien du mois - avril |  
Lancement de notre nouvelle  
rubrique "L'entretien du mois"  
portant ce mois-ci sur la  
question des droits de  
l'homme au [#Bangladesh](#) !  
Nous avons eu le plaisir  
d'interviewer M.Nordine Drici,  
directeur d'un cabinet d'étude,  
ancien juge-avocat à la  
CNDA et spécialiste des  
problématiques en lien avec

## Compte twitter

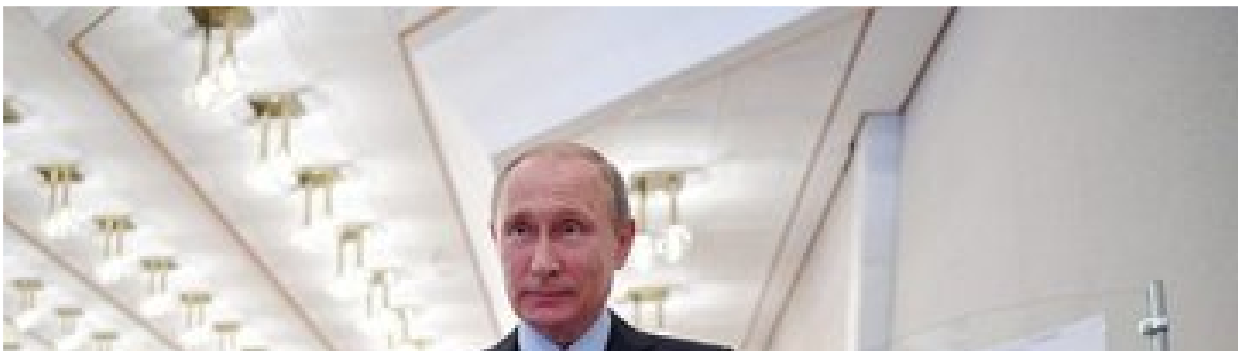
Tweets de [@Les\\_JI](#)

 Les Jeunes Internationalistes a retweeté



**AFRI.THUCYDIDE**  
[@AfriThucy](#)

Cette semaine, ThucyDoc, la rubrique des doctorants du Centre Thucydide, revient sur les conséquences de la réélection de Vladimir Poutine sur la politique étrangère de la Russie à l'égard des États occidentaux [afri-ct.org/2018/thucydoc-...](#)



[Intégrer](#)

[Voir sur Twitter](#)

## Catégories

- [Actualités](#)
- [Articles](#)
- [Commentaire d'actualité](#)
- [Conférences](#)
- [Étude](#)
- [Événements](#)
- [Événements Master RI](#)
- [L'entretien du mois](#)
- [Publications](#)

## Commentaires récents

- Alexandre France dans [L'hydre insaisissable du terrorisme](#)
- Carl Schmitt dans [L'hydre insaisissable du terrorisme](#)

## Archives

- [avril 2018](#)
- [mars 2018](#)
- [février 2018](#)
- [janvier 2018](#)